

# ACTION URGENTE

DES JOURNALISTES OMANAIS ONT ÉTÉ RELÂCHÉS, LA PROCHAINE AUDIENCE A ÉTÉ PROGRAMMÉE

**Ibrahim al Maamari, rédacteur en chef d'*Azamn*, et Youssef al Haj, rédacteur en chef adjoint, ont été libérés lundi 10 octobre après que la Cour d'appel de Mascate a réduit le montant de leur caution. La prochaine audience est prévue pour le 7 novembre.**

**Ibrahim al Maamari et Youssef al Haj** ont été libérés sous caution le 10 octobre après que la Cour d'appel de la capitale, Mascate, a ramené leur caution de 50 000 rials omanais (environ 130 000 dollars américains) à 2 000 rials omanais (5 200 dollars). Leur collègue et coaccusé, **Zaher al Abri**, journaliste à *Azamn*, avait été libéré le 22 août après avoir versé une caution de 1 000 rials (environ 2 600 dollars). La Cour d'appel a prévu d'entendre les dernières plaidoiries concernant les trois hommes le 7 novembre.

Ibrahim al Maamari a été arrêté par des représentants de l'État le 28 juillet, après la publication, le 26 juillet, d'un article accusant le président de la Cour suprême d'Oman et le président du Conseil judiciaire d'ingérence dans des procédures judiciaires au profit de personnalités influentes. Zaher al Abri a été arrêté le 3 août après avoir tweeté au sujet de la détention d'Ibrahim al Maamari. Youssef al Haj a été appréhendé le 9 août après avoir publié une série d'articles s'appuyant sur les interviews exclusives du vice-président de la Cour suprême d'Oman, qui confirmait les allégations de corruption formulées dans l'article initial d'Ibrahim al Maamari.

Lundi 26 septembre, le tribunal de première instance de Mascate a condamné Ibrahim al Maamari et Youssef al Haj à trois ans d'emprisonnement et à des amendes, après les avoir déclarés coupables d'« atteintes au prestige de l'État » et d'autres infractions en vertu de la loi sur la cybercriminalité et de la loi relative à la presse et aux publications. Le tribunal a également condamné Zaher al Abri à un an de prison et à une amende pour « utilisation d'Internet à mauvais escient », en relation avec un tweet publié après l'arrestation d'Ibrahim al Maamari. Et il a confirmé le décret du gouvernement concernant la fermeture permanente du journal *Azamn*.

**DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- exhortez les autorités omanaises à annuler immédiatement la déclaration de culpabilité d'Ibrahim al Maamari, de Youssef al Haj et de Zaher al Abri, ces trois journalistes étant sanctionnés pour avoir exercé de manière pourtant pacifique leur droit à la liberté d'expression ; s'ils sont condamnés ou de nouveau placés en détention, ils seront considérés comme des prisonniers d'opinion ;
- demandez-leur de respecter et de protéger le droit à la liberté d'expression, notamment en abrogeant ou en révisant toutes les lois qui érigent ce droit en infraction.

**ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 NOVEMBRE 2016 À :**

Ministre de la Justice  
 Sheikh Abdul Malik al-Khalili  
 Ministry of Justice  
 PO Box 354  
 RUWI PC 112  
 Muscat, Oman  
 Twitter : @moj\_gov  
**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

Ministre de l'Intérieur  
 His Excellency Hamoud bin Faisal bin  
 Said Al Busaidi  
 Ministry of Interior  
 PO Box 127  
 Ruwi 112  
 Muscat, Oman  
**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Président de la Commission omanaise  
des droits humains  
 Dr Isa Bin Said Sulayman al-Kiyumii  
 Remplissez le formulaire :  
[http://www.ohrc.om/website\\_complaintsa](http://www.ohrc.om/website_complaintsa)  
[ddn.php?language=en](http://www.ohrc.om/website_complaintsa)  
 Muscat, Oman  
 Fax : +968 24 2189 06

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Oman dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**  
 Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 206/16. Pour en savoir plus : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde20/4900/2016/fr/>

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES JOURNALISTES OMANAIS ONT ÉTÉ RELÂCHÉS, LA PROCHAINE AUDIENCE A ÉTÉ PROGRAMMÉE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

En septembre 2011, un tribunal de première instance a condamné Ibrahim al Maamari à deux mois de prison et ordonné la suspension du quotidien *Azamn* pendant un mois, après la publication en mai 2011 d'une interview avec un employé du ministère de la Justice qui accusait le ministre de la Justice de manigances carriéristes. En janvier 2012, une cour d'appel a confirmé la peine, mais ne l'a pas mise en œuvre car le journal a publié des excuses officielles avant l'appel.

Le 28 juillet 2016, Ibrahim al Maamari a été convoqué et arrêté par la sûreté de l'État d'Oman. Un représentant du parquet a déclaré qu'il était inculqué de plusieurs charges au titre des articles 25 et 29 de la loi de 2016 sur la presse et les publications, qui sont passibles de deux ans de prison et d'une amende, ainsi que des charges d'atteinte au prestige de l'État et de son statut en vertu de l'article 135 du Code pénal omanais, et de publication de documents susceptibles de troubler l'ordre public au titre de l'article 19 de la loi sur la cybercriminalité.

En détention, Youssef al Haj a souffert d'essoufflement et a eu plusieurs crises d'asthme. Il souffre aussi d'une hernie discale dorsale, qui lui cause de fortes douleurs. Il a observé une grève de la faim pendant quelques jours, pour protester contre le fait qu'il ne bénéficiait pas des soins médicaux dont il avait besoin. Pour des raisons de santé, Youssef al Haj a été transféré à l'hôpital de la police omanaise, à Mascate, entre les 20 et 25 septembre, avant d'être renvoyé en prison.

En mars 2016, après son Examen périodique universel aux Nations unies - l'évaluation par des pays membres de la situation des droits humains dans un pays donné -, le gouvernement omanais a rejeté les recommandations visant à garantir le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et notamment une recommandation l'engageant à soutenir les organisations de la société civile. Oman a partiellement accepté les recommandations visant à réviser la législation actuelle, qui ne protège pas les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

Nom : Zaher al Abri, Youssef al Haj, Ibrahim al Maamari

Hommes

Action complémentaire sur l'AU 206/16, MDE 20/4976/2016, 12 octobre 2016